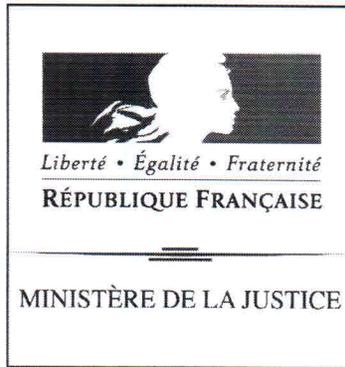


Nous sommes là pour vous aider



Requête aux fins de saisine du conseil de prud'hommes par un salarié

(Articles 58 du code de procédure civile et L. 1411-1 et suivants et R. 1452-1 et suivants du code du travail)

Cadre réservé au conseil de prud'hommes

Requête reçue le :

Numéro RG :

Section :

Chambre :

Audience :

Vous êtes salarié ou apprenti et vous souhaitez saisir le conseil des prud'hommes.

Nous vous invitons à lire attentivement **la notice** avant de remplir ce **formulaire**.

Vous voudrez bien cocher les cases correspondant à votre situation, renseigner les rubriques qui s'y rapportent, joindre les pièces justificatives nécessaires, dater et signer cette requête.

Votre demande

Il s'agit d'une :

- Demande de convocation devant le **bureau de conciliation et d'orientation**
- Demande de convocation directement devant le **bureau de jugement** (pour les cas prévus par le code du travail)
- Demande de convocation devant la **formation de référé**

Cette demande est faite devant le conseil des prud'hommes de :

Code postal | _ | _ | _ | _ | _ | Commune : _____

Avez-vous déjà un dossier ouvert auprès de ce conseil de prud'hommes?

Oui Non

Ses prénoms :

Sa qualité : défenseur syndical salarié de la même branche d'activité
 avocat conjoint partenaire de PACS concubin

Son adresse :

Code postal | _ | _ | _ | _ | _ | Commune : _____ Pays : _____

Son adresse électronique :

_____ @ _____

Son numéro de téléphone : | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |

Identité de votre adversaire

Votre adversaire est votre employeur :

S'il s'agit d'une personne morale :

Sa forme juridique (SA, SARL, SAS, SNC, EURL, Association, ...):

Sa dénomination :

L'adresse de son siège social :

Code postal | _ | _ | _ | _ | _ | Commune : _____

Pays : _____

Son code APE : _____

Son activité principale : _____

Son n° SIRET : _____

Son représentant légal : _____

S'il s'agit d'une personne physique :

Madame Monsieur

Son nom de famille (naissance) :

Son nom d'usage (ex. d'époux / d'épouse) :

Ses prénoms :

Son adresse :

Code postal | _ | _ | _ | _ | _ | Commune : _____

Pays : _____

Son code APE : _____

Activité principale exercée: _____

Votre adversaire est un salarié :

Madame

Monsieur

Son nom (de naissance) :

Son nom d'usage (ex. nom d'épouse / d'époux) :

Ses prénoms :

Son adresse :

Code postal | _ | _ | _ | _ | _ | _ | Commune : _____

Pays : _____

Employeur faisant l'objet d'une procédure collective

Si votre employeur fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou liquidation judiciaire, veuillez renseigner si vous les connaissez les informations ci-dessous relatives à la procédure en cours.

Redressement judiciaire

Décision rendue le : | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |

par : le tribunal de grande instance de _____

le tribunal de commerce de _____

Liquidation judiciaire

Décision rendue le : | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |

par : le tribunal de grande instance de _____

le tribunal de commerce de _____

Procédure de sauvegarde

Décision rendue le : | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |

par : le tribunal de grande instance de _____

le tribunal de commerce de _____

Personnes à convoquer :

Administrateur judiciaire

Madame

Monsieur

Son nom (de naissance) :

Son nom d'usage (ex. nom d'époux/d'épouse) :

Ses prénoms :

Son adresse :

Code postal | _ | _ | _ | _ | _ | Commune : _____

Pays : _____

Mandataire judiciaire

Madame

Monsieur

Son nom (de naissance) :

Son nom d'usage (ex. nom d'époux / d'épouse) :

Ses prénoms :

Son adresse :

Code postal | _ | _ | _ | _ | _ | Commune : _____

Pays : _____

Représentant des créanciers :

Madame

Monsieur

Son nom (de naissance) :

Son nom d'usage (ex. nom d'époux/d'épouse) :

Ses prénoms :

Son adresse :

Code postal | _ | _ | _ | _ | _ | Commune : _____

Pays : _____

UNEDIC/ A.G.S. C.G.E.A. :

Renseignements complémentaires

Disposez-vous d'un contrat de travail écrit : Oui Non

Date de signature de votre contrat de travail : | _ | _ | | _ | _ | | _ | _ | | _ | _ | |

Date du début d'exercice de vos fonctions : | _ | _ | | _ | _ | | _ | _ | | _ | _ | |

Relevez-vous d'une convention collective : Oui Non

Si oui, laquelle :

Nombre de salariés dans l'entreprise : Moins de 11 11 à 49 50 à 499 500 ou plus

Indiquer le montant de :

- votre dernière rémunération brute mensuelle perçue : _____ €
- la moyenne brute des trois derniers mois de salaire perçus : _____ €
- la moyenne mensuelle brute des 12 derniers mois de salaires : _____ €

Date de cessation de vos fonctions : | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |

Motif du départ :

Si vous avez démissionné, précisez la date de la lettre de démission: | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |

Si vous avez été licencié, précisez la date de la lettre de licenciement: | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |

Percevez-vous des allocations chômage ou ARE (Aide au Retour à l'Emploi) : Oui Non

Si oui, ces allocations vous sont versées par l'agence Pôle Emploi de (préciser la ville):

Chefs de la demande

Cocher les cases correspondant à votre demande. **Vous devez absolument préciser toutes vos réclamations.** Pour les demandes chiffrées, indiquez le montant en brut.

Si vous devez ajouter des chefs de demande à la liste ci-dessous, vous pouvez utiliser les lignes « Autres demandes ». Vous pouvez également les mentionner sur une feuille que vous joindrez à ce document.

<input type="checkbox"/> Rectification d'une décision en date du : _ _ _ _ _ _ _ _
<input type="checkbox"/> Réinscription du dossier après : <input type="checkbox"/> Retrait du rôle <input type="checkbox"/> Radiation <input type="checkbox"/> Caducité
<input type="checkbox"/> Liquidation de l'astreinte ordonnée par décision du : _ _ _ _ _ _ _ _
<input type="checkbox"/> Contestation d'un licenciement économique
<input type="checkbox"/> Contestation : <input type="checkbox"/> Suite à la rupture d'un contrat de travail <input type="checkbox"/> Sans rupture d'un contrat de travail
<input type="checkbox"/> Résiliation judiciaire du contrat : <input type="checkbox"/> d'apprentissage <input type="checkbox"/> de travail
<input type="checkbox"/> Nullité du licenciement

<input type="checkbox"/> Autre demande :	€
<input type="checkbox"/> Autre demande :	€
<input type="checkbox"/> Autre demande :	€
<input type="checkbox"/> Autre demande :	€
<input type="checkbox"/> Autre demande :	€
<input type="checkbox"/> Autre demande :	€
<input type="checkbox"/> Autre demande :	€

SALAIRES ET INDEMNITES	MONTANT EN BRUT
<input type="checkbox"/> Salaires (indiquer la période) :	€
<input type="checkbox"/> Rappel de salaires (indiquer la période) :	€
<input type="checkbox"/> Indemnités de congés payés (indiquer la période) :	€
<input type="checkbox"/> Primes (nature + période) :	€
<input type="checkbox"/> Commissions	€
<input type="checkbox"/> Heures supplémentaires (indiquer la période) :	€
<input type="checkbox"/> Indemnité de clientèle	€
<input type="checkbox"/> Indemnité de déplacement	€
<input type="checkbox"/> Indemnité de repas	€
<input type="checkbox"/> Autre demande :	€
<input type="checkbox"/> Autre demande :	€
<input type="checkbox"/> Autre demande :	€
<input type="checkbox"/> Autre demande :	€

Votre consentement à la transmission par voie électronique des avis adressés par le greffe du conseil de prud'hommes

J'accepte que les avis utiles à la procédure me soient adressés par le greffe de la juridiction au moyen d'un courrier électronique à l'adresse que j'ai indiquée ci-dessus.

- Je suis informé(e) que mon consentement **peut être révoqué à tout moment** par déclaration au greffe de la juridiction saisie ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au même service.

- J'ai bien noté qu'en cas de demande de révocation par lettre recommandée avec accusé réception, ma révocation prendra effet à compter de la réception du courrier par le greffe.

- J'ai bien noté que je dois signaler au greffe tout changement d'adresse de messagerie.

- J'ai bien noté que je dois signaler au même service toute circonstance ne me permettant pas de consulter ma boîte mail de manière durable. Dans ce cas, je sais qu'il m'est recommandé de révoquer mon consentement.

Article 748-8 du CPC : « Par dérogation aux dispositions du présent titre, lorsqu'il est prévu qu'un avis est adressé par le greffe à une partie par tous moyens, il peut lui être envoyé au moyen d'un courrier électronique ou d'un message écrit, transmis, selon le cas, à l'adresse électronique ou au numéro de téléphone qu'elle a préalablement déclaré à cette fin à la juridiction.

Cette déclaration préalable mentionne le consentement de cette partie à l'utilisation de la voie électronique ou du message écrit transmis au numéro de téléphone, pour les avis du greffe transmis dans l'instance en cours, à charge pour elle de signaler toute modification de son adresse électronique ou de son numéro de téléphone. Ce consentement peut être révoqué à tout moment. »

En cas de demande de révocation, vous pouvez télécharger et imprimer le formulaire de « Consentement à la transmission par voie électronique des avis du greffe » dans l'onglet droit et démarche formulaire pour les particuliers, action en justice (<http://www.vos-droits.justice.gouv.fr/>) ou retirer ce formulaire au greffe de la juridiction que vous avez saisie. Ce formulaire, téléchargé et rempli par vos soins, pourra être déposé au greffe ou adressé au greffe par lettre recommandée avec accusé réception.

Signature de la demande

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) _____ certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire **sont** exacts.

J'ai bien pris note que ma requête doit être accompagnée des pièces justifiant mes demandes et du bordereau signé et daté où elles sont énumérées, et que je dois déposer au greffe le bordereau et la requête en autant d'exemplaires que d'adversaires outre un exemplaire pour le greffe (voir notice).

J'ai bien pris note que je dois adresser à mon (mes) adversaire (s) ces mêmes pièces accompagnées du bordereau avant la première séance ou audience (voir notice).

Fait à : _____ Le |_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Signature :

du demandeur

du représentant légal du demandeur(parent(s)),

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.